

d'une forme de gouvernement très complexe à trois paliers. Il est donc primordial que les Canadiens communiquent entre eux et ne soient pas à la merci des réseaux qui se trouvent au nord ou au sud et qui ont avant tout un caractère international. Nous ne cessons d'alimenter les machines électroniques compliquées qui recueillent des données à Chicago ou à New-York avec des renseignements et des données provenant de villes et de municipalités canadiennes. Puis nous les rachetons avec une foule de renseignements dont nous n'avons parfois pas besoin et que nous devons interpréter de façon très différente pour arriver à élaborer des programmes qui nécessitent dans notre pays la collaboration entre les autorités fédérales, provinciales et régionales. C'est très difficile de résoudre les immenses problèmes posés par le contrôle de la pollution, les transports urbains, les projets de réaménagement urbain, le logement, le développement des villes nouvelles—qui nous devance peut-être—si ce n'est par l'innovation et par les mécanismes intergouvernementaux. En fait, le problème de l'avènement de l'innovation dans les relations et les mécanismes intergouvernementaux n'est en soi qu'un problème parmi les autres qui nécessite une somme de recherche considérable.

Le sénateur Carter: Vous dites que vous devez élaborer des solutions au sein d'une structure différente. Mais là n'est pas la question. La question est qu'il faut obtenir des données. Vous dites dans votre mémoire que vous investissez beaucoup d'argent pour obtenir celles-ci au moment où vous le désirez.

M. Armstrong: Ce que nous voulons dire, c'est que les Canadiens dépensent de l'argent, et nous entendons par là que les maires, les échevins, les greffiers et les procureurs municipaux dépensent chaque année plusieurs millions de dollars pour obtenir des données et ne reçoivent pas celles qu'ils savent exister. Cette question qui représente plusieurs millions de dollars est semblable à celles que nous soulevons dans le mémoire. La somme des dépenses canadiennes est très élevée, et à ce sujet, j'aimerais faire mention du Rapport Tyas du Conseil des sciences.

Le président: Êtes-vous d'accord avec leurs principales recommandations?

M. Armstrong: Je ne pense pas que le Conseil ait eu l'occasion de discuter des recommandations principales, mais je crois que nous sommes d'accord avec l'évaluation des dépenses. Cela signifie que par l'utilisation des données recueillies dans d'autres pays, le réseau peut s'alimenter avec tout ce qu'on lui fournit. Mais comme M. Becroft l'a souligné je crois, beaucoup de données ne peuvent pro-

venir de l'extérieur. Prenons l'exemple des conditions climatiques en hiver. Cette ville-ci ainsi que Montréal ont à peu près la plus grande proportion d'automobiles combinée avec l'une des plus fortes précipitations de neige au monde. Sous ce rapport, personne ne peut nous dire comment faire face à cette situation, du moins en ce qui concerne nos rues.

Le sénateur Haig: Êtes-vous jamais allé à Winnipeg?

M. Martin: Nous parlons de villes de population semblable à Montréal.

Le sénateur Cameron: Si je représentais une fondation ayant \$100 millions à attribuer, je voudrais avoir pas mal plus de renseignements précis que vous n'en avez fournis, du moins en ce qui concerne votre façon d'utiliser les crédits.

Le président: Mais ils ne sont pas venus ici avec des projets détaillés et avec l'espoir d'obtenir de l'argent ce soir.

Le sénateur Cameron: Non, mais ils en demandent au gouvernement canadien, ce qui revient au même. En d'autres mots, le gouvernement canadien c'est le Père Noël.

M. Martin: Monsieur le président, j'aimerais faire ici une légère mise au point. Le Conseil ne demande pas d'argent au Gouvernement canadien en tant que Conseil, dans ce mémoire.

Le sénateur Cameron: Nous le savons.

M. Martin: Nous disons seulement que dans ce domaine qui revêt une telle importance pour un pays où le phénomène d'urbanisation est encore plus accéléré qu'aux États-Unis et où c'est un problème national d'un océan à l'autre, le seul organisme gouvernemental qui est réellement en mesure de verser le montant d'argent nécessaire à l'élucidation de nos problèmes urbains, c'est le gouvernement canadien, si vous me permettez d'apporter cette rectification.

Le sénateur Haig: Monsieur le président, j'aimerais poser une question à M. Trevor Lloyd à propos du n° 3:

On recommande que la politique scientifique du Canada comprenne dans ses objectifs nationaux la pleine mise en valeur du potentiel social et économique du Nord.

Que voulez-vous dire par «la pleine mise en valeur du potentiel social et économique» et quel rôle jouerait là-dedans la politique scientifique?

M. Lloyd: Monsieur le président, messieurs les sénateurs, avant de répondre à cette question, peut-être pourrais-je nommer les autres